

Plan d'urgence pour l'éducation

Note au CEN – Réseau École – 26 avril 2020

L'épidémie du Covid-19 a mis en avant le besoin d'une réorientation de notre société actuellement basée sur la marchandisation. L'école doit être reconnue comme un bien commun indispensable à tous.

En ce sens, l'attitude de Macron et de son gouvernement est encore plus irresponsable : l'annonce d'une date de réouverture des écoles ne s'accompagne d'aucune véritable politique pour rendre cette reprise possible ! L'État se défait sur les collectivités territoriales et sur les familles. À chacun de bricoler avec les moyens du bord, quitte à provoquer une relance de l'épidémie... Pourtant, l'argent existe : le gouvernement trouve des milliards pour renflouer les grands industriels, mais pas pour garantir de bonnes conditions d'enseignement et d'apprentissage pour tous les enfants ?

Pire, le gouvernement cherche à instrumentaliser la crise sanitaire pour imposer son projet pour l'éducation : une école à la carte, différente d'un territoire à l'autre, d'un élève à l'autre. Si le 11 mai, seuls les enfants qui n'ont pas d'autre choix retournent à l'école, comment croire qu'il en sera autrement en septembre ? Si nous ne faisons rien maintenant, si nous ne créons pas rapidement les conditions d'une rentrée de qualité pour toutes et tous, alors petit à petit, nous nous habituerons à considérer que le service public d'éducation nationale est une école au rabais, pour celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix. Et toutes les familles qui le peuvent chercheront d'autres solutions, ailleurs, dans le privé, en mobilisant les ressources familiales ou en ayant recours à l'enseignement à distance.

Si, dans l'immédiat, les établissements scolaires doivent rouvrir, ce n'est que pour permettre de réels apprentissages et non pour être un mode de garde en direction des enfants des familles qui n'ont pas d'autre choix que de retourner travailler. C'est à l'école qu'on apprend et qu'on progresse, avec l'ensemble des élèves et des adultes dont c'est le métier.

La crise sanitaire a montré à quel point nous avons besoin d'un système éducatif de haut niveau, commun à tou-te-s les citoyen-ne-s de demain, pour faire face aux défis de l'avenir.

Notre école est en crise : l'interruption scolaire **a mis en exergue et à amplifié les inégalités scolaires vécues depuis de longues années. Face à cette crise, Macron et son gouvernement proposent une réponse simple : en finir avec l'objectif d'égalité. Nous voulons au contraire construire un changement radical de politique, pour construire une école commune, pour toutes et tous** : une école gratuite dans laquelle les enfants sont à égalité, faisant le pari que tous les jeunes sont capables d'atteindre un haut niveau de formation, de culture et de savoir, permettant à toutes et tous de maîtriser leur destin, individuel et collectif.

Cette période, qui a des conséquences sur l'ensemble de la société, dans tous les domaines, pose avec encore plus d'acuité la question centrale du rôle de l'école. Comment peut-elle donner aux citoyennes et aux citoyens de demain les moyens d'agir sur leur avenir, celui de leur pays, celui de la planète ? Cette réflexion ne peut être séparée de la lutte pour une société plus juste car cela, seulement, permettra d'une part aux apprentissages de ne plus être un enjeu de réussite et de survie personnelles et d'autre part, la construction d'une société du XXI^e siècle au service de toutes et tous.

Nous proposons **un plan d'urgence pour l'éducation** à décliner en trois temps : des mesures nécessaires à la réouverture des écoles pour toutes et tous et qui doivent intervenir le plus vite possible ; des mesures à prendre d'ici la rentrée de septembre pour entamer une réorientation profonde des politiques éducatives ; et des mesures de moyen terme, visant à construire une politique éducative en rupture avec les logiques qui nous ont conduits à la crise.

Il se décline en 17 propositions que nous versons au débat.

L'éducation de toutes et tous est une responsabilité nationale.

1. Les conditions de la réouverture des écoles doivent être définies nationalement, en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'éducation, et financées par un fonds national dédié. L'État ne peut pas se décharger de ses responsabilités sur les collectivités locales !
2. Débat au Parlement sur la réouverture des écoles et les leçons à tirer de la politique de confinement.
3. En finir avec la mise en concurrence des territoires et des établissements : cadrage national des horaires, fin de la politique d'« autonomie » des établissements.

La priorité est d'assurer la sécurité sanitaire de toutes et tous pour enrayer l'épidémie.

4. L'État doit fournir le matériel nécessaire pour suivre les préconisations du CHSCT : masques, savon et sèche-mains, gel hydro-alcoolique et tests de dépistage, thermomètres pour permettre la surveillance des enfants.
5. Il faut d'urgence reconstruire une médecine scolaire, pour les enfants et pour les personnels : recrutement d'infirmier-e-s, de psychologues et de médecins scolaires. Nous demandons un véritable service de santé pour tous les personnels. Il faut être plus nombreux dans les établissements pour faire respecter les règles d'hygiène.
6. Groupes réduits : pas plus de 12 par classe. Reconnaître et s'appuyer sur l'expertise et la connaissance du terrain des professionnels au contact avec les enfants pour bâtir avec les collectivités les adaptations locales nécessaires pour assurer un réel retour à la scolarité de tous.

La réduction des effectifs, dès maintenant et à la rentrée prochaine, exige des moyens matériels et humains.

7. Recrutement massif de personnels enseignants pour pérenniser ces dédoublements et assurer un volant large de remplaçants pour les mois qui viennent : ouverture des places au concours, titularisation des personnels précaires et des stagiaires ; puis mise en place dès le budget 2021 d'un plan pluriannuel de recrutement et de formation pour l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. Il faut aussi des personnels spécialisés pour reconstruire les RASED. Ainsi que des personnels d'aide administrative et d'encadrement (ATSEM, vie scolaire).

8. Moratoire sur les suppressions de postes et les fermetures de classes. La rentrée 2020 doit être organisée selon un principe simple : rien de moins ! À partir de 2021, la carte scolaire devient pluriannuelle pour favoriser la stabilisation des équipes.
9. Plan national d'organisation, de rénovation et d'équipement des bâtiments scolaires, avec des normes sanitaires revues pour tirer les leçons de la crise et un plan de soutien financier aux collectivités, au même titre que celui qui a été décidé pour les entreprises.

Comment ne laisser personne sur le bord du chemin à l'issue de l'interruption scolaire ? Il ne suffit pas de réduire les effectifs, il va falloir aménager les programmes et les pratiques. Nous faisons pleinement confiance aux enseignant-e-s, à leur inventivité, à leur professionnalisme : encore faut-il leur donner les moyens de faire évoluer leurs pratiques pour permettre la réussite de tous les jeunes.

10. L'interruption scolaire et l'échec de la « continuité pédagogique » ont rendu visibles les graves inégalités matérielles face à l'école. Tirons-en les leçons en créant un fonds national pour fournir aux élèves et aux familles les outils indispensables aux apprentissages et garantir la gratuité de l'éducation.
11. L'école est irremplaçable ! Donnons aux enseignant-e-s et aux élèves le temps nécessaire à la reprise des apprentissages : augmentation du volume horaire d'enseignement qui a fortement baissé sous le coup des politiques libérales et prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Plus de temps scolaire, c'est le seul moyen pour cesser de déléguer aux familles les missions de l'école.
12. Aménagement des programmes scolaires, avec lissage sur deux ans, en particulier en fin de cycle.
13. Donnons aux enseignants le temps de faire évoluer leurs pratiques : un temps pour la concertation des équipes, la réflexion et la formation inclus dans leur service et un plan de relance de la formation continue.
14. Bâtir un dispositif de lutte contre la difficulté scolaire avec des équipes pluri-professionnelles (RASED, psychologues de l'Éducation nationale, enseignants spécialisés).
15. En finir avec le dogme de l'individualisation des parcours : abrogation de la réforme du lycée et de Parcoursup.

Après des années de mensonges, de mépris, de maltraitance, il n'y aura pas de mesures d'urgence pour l'école sans l'implication de l'ensemble des acteurs : personnels, jeunes, familles, élus, associations partenaires...

16. Moratoire sur l'ensemble des réformes en cours (lycée, bac, enseignement supérieur et formation des enseignants) et ouverture d'états généraux de l'éducation.
17. Augmentation immédiate et durable de la dépense nationale d'éducation, de la maternelle à l'université et pour la formation tout au long de la vie. L'argent existe ! Les milliards de la BCE seront plus utiles dépensés dans les services publics qu'injectés dans les marchés financiers. Le renforcement de l'Éducation nationale comme de l'ensemble des services publics peut s'appuyer sur une fiscalité plus juste (rétablissement de l'ISF, taxation des revenus financiers, abandon du CICE).

Après des années de crise, notre école a besoin d'un changement de politique autour de deux objectifs essentiels : égalité et émancipation. Nous invitons l'ensemble des acteurs de l'éducation, et plus largement l'ensemble de la société, à construire le système éducatif dont nous avons besoin : pour en finir avec les inégalités à l'école ; construire et transmettre une culture commune de haut niveau ; pour permettre aux citoyennes et aux citoyens de demain de maîtriser les choix qui engagent leur avenir et d'agir sur le monde.